

No :  
500-06-000909-180

Référé  
de

Salle  
prévue  
12.51

Date

Le 27 novembre 2019

L'HONORABLE ANDRÉ PRÉVOST, J.C.S.

JP1827

		Procureur(s)	
<b>EN DEMANDE</b>			
ANNIE MIDDLETON	Absente	Me Erik Lowe Me Roch Dupont <i>Merchant Law Group</i>	Absents
<b>EN DÉFENSE</b>			
MYLAN SPECIALTY L.P. et PFIZER CANADA INC.	Absentes	Me François-David Paré Me Claudette Van Zyl <i>Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., S.R.L.</i>	Absents

Nature de la cause

**ACTION COLLECTIVE**

Montant : \$

**APPROBATION DES AVIS AUX MEMBRES**

Greffier(ière)

Marthe de Launière, g.a.c.s.

Interprète

Sténographe

**ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE**

Audition AM :	Début	Fin	Audition PM :	Début	Fin

Affaires référées au maître des rôles

Résultat de l'audition

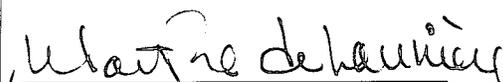
HEURE

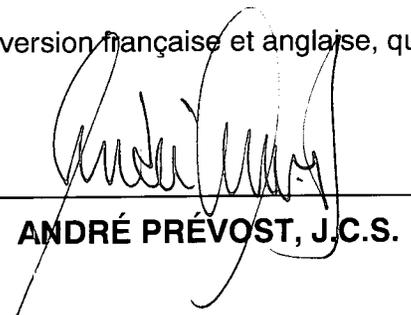
**DÉCISION DU TRIBUNAL :**

**CONSIDÉRANT** les discussions tenues lors de la conférence téléphonique de gestion du 13 novembre 2019 et suite à la transmission des avis aux membres corrigés selon les indications du Tribunal;

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

**APPROUVE** les avis corrigés en version longue et abrégée, en version française et anglaise, qui sont joints au présent procès-verbal.

  
Marthe de Launière, g.a.c.s.

  
ANDRÉ PRÉVOST, J.C.S.

**ÉTIEZ-VOUS EN POSSESSION D'UN AUTO-INJECTEUR EPIPEN  
DES LOTS 5GU763 OU 5GR765 QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN  
RAPPEL LE 31 MARS 2017?**

**Si oui, une action collective pourrait affecter vos droits**

Le 9 juillet 2019, la Cour supérieure du Québec a autorisé une action collective contre Mylan Specialty L.P. et Pfizer Canada Inc. (les « Défenderesses ») au nom de toutes les personnes au Canada qui le ou après le 31 mars 2017 possédaient, à titre d'éventuels utilisateurs, un auto-injecteur EpiPen des lots 5GU763 ou 5GR765, et/ou le gardien légal de ces personnes si elles sont mineures ou inaptes, et qui ont retourné leur auto-injecteur EpiPen à la suite du rappel des 31 mars et 1er avril 2017 pour en obtenir un en remplacement (l'« action collective »).

La Cour n'a pas encore décidé si les Défenderesses ont fait quelque chose de mal et les allégations n'ont pas encore été prouvées. Toutefois, si vous faites partie de l'action collective, vos droits peuvent être affectés. Vous pouvez demander une copie de la version longue du présent avis.

Si vous faites partie de l'action collective et souhaitez y participer,  
**VOUS N'AVEZ RIEN À FAIRE.**

Si vous ne souhaitez pas faire partie de l'action collective, vous devez vous **RETIRER** avant le  
**10 février 2020.**

<https://www.merchantlaw.com/epipen-class>

Merchant Law Group LLP  
10, rue Notre-Dame Est,  
bureau 200  
Montréal (Québec) H2Y 1B7

514 248-7777  
1 866 567-7777

*Annie Middleton c. Mylan Specialty L.P. et Al.*, n° 500-06-000909-180 (District de Montréal)  
Le présent avis a été approuvé par la Cour supérieure du Québec

**Avis à toutes les personnes au Canada qui possédaient, à titre d'éventuels utilisateurs, un auto-injecteur EpiPen des lots 5GU763 ou 5GR765, et/ou le gardien légal d'un mineur ou inapte qui possédait un EpiPen du lot 5GR765, et qui ont retourné leur auto-injecteur EpiPen à la suite du rappel du 31 mars 2017 pour en obtenir un en remplacement.**

*La Cour supérieure du Québec a autorisé cet avis.*

- Vos droits pourraient être affectés par une action collective qui a été autorisée contre Mylan Specialty L.P. et Pfizer Canada Inc. (les « Défenderesses »).
- L'action collective vise les personnes au Canada qui le ou après le 31 mars 2017 possédaient, à titre d'éventuels utilisateurs, un auto-injecteur EpiPen des lots 5GU763 ou 5GR765, et/ou le gardien légal de ces personnes si elles sont mineures ou inaptes, et qui ont retourné leur auto-injecteur EpiPen à la suite du rappel des 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2017 pour en obtenir un en remplacement (Le Groupe).
- Le tribunal n'a pas encore décidé si les Défenderesses ont fait quelque chose de mal. Les Défenderesses contestent l'action collective et soutiennent, entre autre, que vu l'expiration ou l'expiration prochaine des lots concernés par le rappel, il y avait suffisamment d'EpiPen de remplacement de disponibles au Canada. L'action fera l'objet d'une audience. Les réclamations contre les Défenderesses n'ont pas été prouvées. Si de l'argent ou des prestations sont obtenus à la fin de l'action collective, vous serez avisés de la façon de réclamer votre part. Il n'y a pas d'argent de disponible actuellement et il n'y a aucune garantie que de l'argent sera éventuellement disponible. Cependant, vos droits sont affectés et vous devez choisir parmi l'une des options suivantes.

**VOS OPTIONS POUR LE MOMENT**

<p style="text-align: center;"><b>NE RIEN FAIRE</b></p>	<p><b>Continuer à faire partie de cette action collective et attendre l'issue de l'affaire. Recevoir une part de l'argent et des prestations possibles, s'ils sont accordés.</b></p> <p>En ne faisant rien, vous avez la possibilité d'obtenir de l'argent ou d'autres prestations qui pourraient découler d'un procès ou d'un règlement. Mais, ce faisant, vous renoncez à tout droit que vous pourriez personnellement avoir d'intenter une action en justice fondée sur les mêmes réclamations juridiques que celles soulevées dans cette action collective.</p>
<p style="text-align: center;"><b>VOUS EXCLURE (« RETRAIT »)</b></p>	<p><b>Se retirer de cette poursuite. Ne pas obtenir d'argent ou de prestations, le cas échéant, mais conserver votre droit de présenter un recours personnel.</b></p> <p>Si vous vous excluez de l'action collective et que de l'argent ou des prestations sont accordés, vous n'obtiendrez aucune part de cet argent ou de ces prestations. Si vous le souhaitez, vous pouvez intenter une poursuite en votre propre nom en vous fondant sur les mêmes enjeux que ceux soulevés dans cette action collective.</p> <p>Pour vous exclure, vous devez agir avant le <b>10 février 2020</b>.</p>

Vos options sont expliquées en détail dans le présent avis.

## QUE CONTIENT CET AVIS

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>1</b>
(A) Sur quoi porte cette action collective?.....	1
(B) Pourquoi cet avis est-il émis?.....	1
(C) Qu'est-ce qu'une action collective? .....	1
(D) Comment puis-je savoir si je fais partie de l'action collective.....	2
(E) Que cherche la Représentante des membres dans ce recours? .....	2
(F) Y a-t-il de l'argent disponible pour moi maintenant?.....	3
 <b>2. VOS OPTIONS .....</b>	 <b>3</b>

<b>3. LES AVOCATS.....</b>	<b>4</b>
(A) Qui me représente dans cette affaire? .....	4
(B) Puis-je engager mon propre avocat pour intervenir dans l'action collective? .....	4
(C) Comment les avocats seront-ils payés? .....	4
<b>4. PROCHAINES ÉTAPES .....</b>	<b>5</b>
(A) Le procès sur les questions communes .....	5
(B) Les questions communes .....	5
(C) Vais-je recevoir de l'argent après le procès sur les questions communes? .....	5
(D) Comment puis-je savoir ce qui se passe? .....	6
<b>5. POUR PLUS D'INFORMATION.....</b>	<b>6</b>
<b>FORMULAIRE D'EXCLUSION.....</b>	<b>7</b>

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Un juge de la Cour supérieure du Québec sera nommé pour superviser cette affaire, connue sous le nom de *Annie Middleton c. Mylan Specialty L.P.*, dossier de la Cour n<sup>o</sup> 500-06-000909-180 dans le district de Montréal.

La personne qui a intenté cette action collective, Annie Middleton agit comme Représentante des membres (puisqu'elle agit en son nom et au nom de toutes les autres personnes qui sont incluses dans cette action collective).

Les Défenderesses sont Mylan Specialty L.P. et Pfizer Canada Inc.

### **(A) Sur quoi porte cette action collective?**

Cette action collective est fondée sur des allégations selon lesquelles les Défenderesses ont été négligentes en ne s'assurant pas de la disponibilité suffisante d'EpiPen de remplacement pour les lots 5GU763 ou 5GR765 lors du rappel du 31 mars 2017.

### **(B) Pourquoi cet avis est-il émis?**

Cette action a été autorisée par un juge de la Cour supérieure du Québec. Si vous vous conformez à la définition du groupe, vous avez certains droits légaux et certaines options que vous devriez considérer dont la possibilité de vous exclure de l'action collective avant que le tribunal décide si les prétentions à l'encontre des Défenderesses en votre nom sont valides. Le présent avis explique ce que vous devez faire pour exercer vos droits à l'avenir. Vous pourriez être exclu si vous avez déjà exercé un recours personnel

concernant cette affaire avec la même cause d'action mais que vous n'avez pas mis un terme à votre poursuite.

### **(C) Qu'est-ce qu'une action collective?**

Dans une action collective, une ou plusieurs personnes appelées « représentants du groupe » déposent une demande en leur nom et au nom d'autres personnes ayant des réclamations juridiques similaires. Ceux avec des réclamations similaires sont désignés comme membres du Groupe ou le Groupe. Le tribunal tente de résoudre le plus grand nombre possible de réclamations dans le cadre d'un seul et même procès sur les « questions communes » pour tous les membres du groupe. Il se pourrait que certains aspects restent à trancher individuellement après la conclusion du procès sur les questions communes. Ceux qui ont des réclamations similaires et qui ne se retirent pas de l'action collective sont liés par les décisions du tribunal dans cette affaire.

Pour consulter le registre central des actions collectives au Québec, visitez :

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/>

### **(D) Comment puis-je savoir si je fais partie de l'action collective?**

Vous êtes inclus dans cette action collective si vous vous conformez à la définition du groupe telle qu'autorisée par le tribunal :

**« Les personnes au Canada qui, le ou après le 31 mars 2017 possédaient, à titre d'éventuels utilisateurs, un auto-injecteur EpiPen des lots 5GU763 ou 5GR765, et/ou le gardien légal de ces personnes si elles sont mineures ou inaptes, et qui ont retourné leur auto-injecteur EpiPen à la suite du rappel des 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2017 pour en obtenir un en remplacement. »**

Si vous êtes membre de l'action collective et que vous avez déjà exercé un recours personnel ayant le même objet que la présente action collective, vous serez réputé vous être exclu de la présente action collective, à moins que vous ne mettiez un terme à votre recours individuel avant la date limite de retrait, soit le **10 février 2020**.

### **(E) Que cherche la Représentante des membres dans cette action?**

La Représentante des membres cherche à obtenir une compensation monétaire sous forme de dommages-intérêts compensatoires et moraux, plus les frais juridiques et les intérêts applicables, afin d'indemniser les membres de l'action collective pour les dommages prétendument subis en raison de l'absence d'EpiPen de remplacement lors du rappel du 31 mars 2017. Les Défenderesses contestent cette action collective.

Plus précisément, les conclusions autorisées par le tribunal sont les suivantes :

**ACCUEILLE** en partie la demande;

**AUTORISE** l'exercice de l'action collective suivante :

Une action en dommages-intérêts contre les défenderesses Mylan Specialty L.P. et Pfizer Canada inc.

**ATTRIBUE** à Annie Middleton le statut de représentante aux fins d'exercer l'action collective pour le compte du groupe suivant :

Les personnes au Canada qui, le ou après le 31 mars 2017 possédaient, à titre d'éventuels utilisateurs, un auto-injecteur EpiPen des lots 5GU763 ou 5GR765, et/ou le gardien légal de ces personnes si elles sont mineures ou inaptes, et qui ont retourné leur auto-injecteur EpiPen à la suite du rappel des 31 mars et 1er avril 2017 pour en obtenir un en remplacement.

**IDENTIFIE** comme suit les principales questions de fait ou de droit qui seront tranchées de façon collective :

- a) Y a-t-il eu rupture d'inventaire d'auto-injecteurs EpiPen dans les points de vente pendant la période entourant le rappel des 31 mars et 1er avril 2017?
- b) Les membres du Groupe ont-ils encouru des délais afin d'obtenir un auto-injecteur EpiPen de remplacement?
- c) Y a-t-il eu faute ou négligence des défenderesses dans l'approvisionnement d'auto-injecteurs EpiPen auprès de leurs distributeurs au cours de la période de rappel?
- d) Quels sont les dommages subis par les membres en raison du délai à remplacer leur auto-injecteur EpiPen?

**IDENTIFIE** comme suit les conclusions qui s'y rattachent :

**CONDAMNE** les défendeurs à payer à chacun des membres du Groupe les dommages qui seront déterminés par le Tribunal, avec intérêt et l'indemnité additionnelle;

**ORDONNE** le recouvrement individuel des réclamations de chacun des membres du Groupe conformément aux articles 599 à 601 C.p.c.;

**DÉCLARE** qu'à moins d'exclusion dans le délai prescrit, les membres seront liés par tout jugement à intervenir sur l'action collective de la manière prévue par la loi;

**FIXE** le délai d'exclusion à soixante (60) jours après la date de publication de l'avis aux membres;

**REPORTE** à une date à être déterminée par le Tribunal l'approbation de l'avis aux membres;

**FRAIS DE JUSTICE À SUIVRE.**

## **(F) Y a-t-il de l'argent disponible pour moi maintenant?**

Non. Le tribunal n'a pas encore décidé si l'une des Défenderesses a fait quelque chose de mal. Les Défenderesses nient les allégations formulées contre elles dans l'action collective. Il n'y a aucune garantie que de l'argent ou des prestations, vous serez *jamais* offerts. Toutefois, s'ils sont offerts, on vous avisera de la façon dont vous pourrez demander une part de ces prestations.

## **2. VOS OPTIONS**

À ce stade, vous devez décider si vous souhaitez demeurer dans cette action collective ou vous exclure (retirer) avant la date limite de retrait.

**Si vous ne faites rien** et que vous répondez à la définition du groupe, vous serez automatiquement inclus dans l'action collective. Vous serez lié par toute décision de la Cour, qu'elle soit favorable ou non pour vous. Si des prestations sont accordées, vous pourriez devoir prendre certaines mesures pour les réclamer. Vous n'aurez droit aux prestations que si vous répondez aux critères établis concernant la distribution des prestations aux membres du groupe.

**Si vous désirez vous exclure (retirer)**, vous devez remplir le formulaire d'exclusion disponible à (<https://www.merchantlaw.com/epipen-class>) au plus tard le **10 février 2020**. Vous ne serez pas lié par les décisions du tribunal dans cette action collective ni admissible à participer à tout règlement conclu et vous ne recevrez pas non plus une part des sommes ou des prestations qui pourraient être recouvrés par suite de cette action collective. Vous conserverez votre droit d'intenter un recours individuel contre les Défenderesses concernant l'objet de la présente action collective, si vous le désirez.

Pour vous exclure, vous devez remplir le formulaire d'exclusion inclus avec cet avis et l'envoyer par courrier recommandé ou certifié à l'adresse suivante :

Greffier de la Cour supérieure du Québec  
Palais de justice de Montréal  
Dossier n° 500-06-000909-180  
1, rue Notre-Dame Est, salle 1.120  
Montréal (QC) H2Y 1B6

Votre formulaire d'exclusion doit être reçu au plus tard le **10 février 2020**.

## **3. LES AVOCATS**

**(A) Qui me représente dans cette affaire?**

La Représentante des membres est représentée par Merchant Law Group LLP dans ce litige. Merchant Law Group LLP représente donc les intérêts de la Représentante des membres et les intérêts des membres de l'action collective, y compris vous-même si vous vous conformez à la définition du groupe.

**(B) Puis-je engager mon propre avocat pour intervenir dans l'action collective?**

Si vous voulez être représenté par un autre avocat, vous pouvez en engager un à vos propres frais. Votre avocat devra obtenir la permission du tribunal pour intervenir dans l'action collective, ce qui ne sera permis par le tribunal que si cela est jugé utile pour les membres du groupe. Il est à noter qu'un membre intervenant dans une action collective peut être tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable ou à un examen médical, ou aux deux, à la demande des Défenderesses. Un membre qui n'intervient pas dans l'action collective ne peut être tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable ou à un examen médical sans une décision rendue par le tribunal. Aucun membre de l'action collective autre que la Représentante des membres ou un intervenant ne peut être tenu de payer les frais juridiques découlant de l'action collective.

**(C) Comment les avocats de l'action collective seront-ils payés?**

Vous n'êtes pas personnellement responsable du paiement des honoraires des avocats de l'action collective. La Représentante des membres a conclu une entente d'honoraires conditionnels en vertu de laquelle les avocats de l'action collective recevront le plus élevé des deux montants suivants : (i) 30 % du recouvrement monétaire réalisé pour l'ensemble de l'action collective ou (ii) quatre fois la valeur des honoraires des avocats impliqués, plus les débours et les taxes applicables. Si aucune somme d'argent n'est obtenue, les avocats de l'action collective ne recevront aucune somme d'argent pour leurs honoraires. Les honoraires et débours des avocats de l'action collective doivent être approuvés par le tribunal.

Si vous engagez votre propre avocat, vous êtes responsable de payer tous les frais d'honoraires .

## **4. PROCHAINES ÉTAPES**

**(A) Le procès sur les questions communes**

Si l'affaire n'est pas rejetée par le tribunal de manière préliminaire ou réglée, la Représentante des membres aura la charge de prouver ses réclamations et celles des membres de l'action collective au procès. Au cours du procès, le tribunal entendra tous

les éléments de preuve et décidera si les membres ont gain de cause dans leur recours ou si le recours contre les Défenderesses est rejeté.

## **(B) Les questions communes**

Le procès répondra aux questions suivantes autorisées par le tribunal au nom de tous les membres de l'action collective :

- (a) Y a-t-il eu rupture d'inventaire d'auto-injecteurs EpiPen dans les points de vente pendant la période entourant le rappel des 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2017?
- (b) Les membres du Groupe ont-ils encouru des délais afin d'obtenir un auto-injecteur EpiPen de remplacement?
- (c) Y a-t-il eu faute ou négligence des défenderesses dans l'approvisionnement d'auto injecteurs EpiPen auprès de leurs distributeurs au cours de la période de rappel?
- (d) Quels sont les dommages subis par les membres en raison du délai à remplacer leur auto-injecteur EpiPen?

## **(C) Vais-je recevoir de l'argent après le procès sur les questions communes?**

Il n'y a aucune garantie que la Représentante des membres obtiendra une compensation financière ou des prestations pour le compte des membres du groupe.

Si la Représentante des membres obtient de l'argent ou des prestations à la suite d'un procès ou d'un règlement, vous serez avisé de la façon de demander votre part ou de connaître les autres options qui s'offrent à vous à ce moment.

## **(D) Comment puis-je savoir ce qui se passe?**

Les avocats de la Représentante des membres peuvent à l'occasion transmettre aux membres de l'action collective des avis approuvés par le tribunal sur l'état d'avancement de la poursuite.

Si vous souhaitez recevoir ces avis, veuillez appeler Merchant Law Group LLP au (514) 248-7777 ou visiter <https://www.merchantlaw.com/epipen-class> pour vous inscrire à la liste de notification.

## 5. POUR PLUS D'INFORMATION

Pour visualiser les documents de cour et l'information, visitez :

<https://www.merchantlaw.com/epipen-class>

Vous pouvez obtenir plus d'information sur cette action collective et le processus d'exclusion en communiquant avec:

Merchant Law Group LLP  
10, rue Notre-Dame Est, salle 200  
Montréal (Québec) H2Y 1B7

Tél. : (514) 248-7777 ou le numéro sans frais 1-866-567-7777  
Télec. : (514) 842-6687

Erik Lowe (elowe@merchantlaw.com)

Vous pouvez également consulter le *Registre des actions collectives* disponible au <https://www.registredesactionscollectives.quebec/>.

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS A ÉTÉ APPROUVÉE PAR  
LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

## FORMULAIRE D'EXCLUSION

CANADA  
PROVINCE DU QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTREAL

COUR SUPÉRIEURE  
(ACTION COLLECTIVE )

No. 500-06-000909-180

ANNIE MIDDLETON  
Demanderesse  
V.  
MYLAN SPECIALTY L.P.  
PFIZER CANADA INC.

Défenderesse

Remplissez ce formulaire d'exclusion seulement si vous êtes membre de l'action collective (telle que décrite dans l'avis) et si vous désirez être exclu de l'action collective Annie Middleton c. Mylan Specialty L.P. et al., dossier no 500-06-000909-180 de la Cour supérieure du Québec (District de Montréal). Ce formulaire doit être reçu par le Greffier de la Cour supérieure du Québec le ou avant le **10 février 2020** à l'adresse suivante :

Greffier de la Cour supérieure du Québec  
Palais de justice de Montréal  
Dossier n° 500-06-000909-180  
1, rue Notre-Dame Est, salle 1.120  
Montréal (QC) H2Y 1B6

**Votre nom :** \_\_\_\_\_

**Votre adresse postale :** \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Numéro de téléphone :** \_\_\_\_\_

**Adresse courriel :** \_\_\_\_\_

*En signant ci-dessous, je certifie que je ne souhaite pas participer à l'action collective Annie Middleton c. Mylan Specialty L.P. et al. et je comprends qu'en me retirant, je ne recevrai aucune partie de l'argent ou des prestations qui pourraient être obtenus au nom des membres du groupe par la Représentante des membres.*

**Signature**

**Date**

**WERE YOU IN POSSESSION OF AN EPIPEN AUTO-INJECTOR  
LOT NUMBERS 5GU763 OR 5GR765 THAT WAS SUBJECT TO A  
RECALL ON MARCH 31, 2017?**

**If so, a class action might affect your rights**

On July 9, 2019, the Superior Court of Québec authorized a class action against Mylan Specialty L.P. and PFIZER CANADA INC. (the "Defendants") on behalf of all persons in Canada who, on or after March 31, 2017 possessed, for their potential individual use an EpiPen auto-injector lot 5GU763 or lot 5GR765 and/or the legal guardian of those persons when minor or incapable and who returned their auto-injector EpiPen as a result of the recall of March 31 and April 1, 2017 in return of a replacement (the "Class").

The Court has not yet decided whether the Defendants have done anything wrong, and the claims have not yet been proven. However, if you are part of the Class, your rights may be impacted. You may ask for a copy of the long version of this notice.

If you are part of the Class and wish to participate in the class action,  
**YOU DON'T HAVE TO DO ANYTHING.**

If you do not want to be part of the class action, you must **OPT OUT** before **February 10<sup>th</sup>, 2020**

**FOR MORE INFORMATION**

<https://www.merchantlaw.com/epipen-class>

Merchant Law Group LLP  
10, rue Notre-Dame Est,  
bureau 200  
Montréal (Québec) H2Y 1B7

514 248-7777  
1 866 567-7777

Annie Middleton v Mylan Specialty L.P., No. 500-06-000909-180 (District of Montréal)  
This notice has been authorized by the Superior Court of Québec

**Notice to: All persons in Canada who possessed for their potential individual use, an EpiPen auto-injector lot 5GU763 or lot 5GR765, and/or the legal guardian of a minor or incapable, and who returned their auto-injector EpiPen as a result of the recall of March 31 and April 1, 2017 in return of a replacement.**

*The Superior Court of Québec has authorized this notice.*

- Your rights could be affected by a class action that has been authorized against Mylan Specialty L.P. and Pfizer Canada Inc. (the “Defendants”).
- The class action includes all persons in Canada who on or after March 31, 2017 possessed for their potential individual use, an EpiPen auto-injector lot 5GU763 or lot 5GR765, and/or the legal guardian of those persons when minor or incapable, and who returned their auto-injector EpiPen as a result of the recall of March 31 and April 1, 2017 in return of a replacement (The “Class”).
- The court has not yet decided whether the Defendants did anything wrong. The Defendants contest the class action and argue, among other things, that given the expiry or the impending expiry of the lots affected by the recall, there were sufficient replacement EpiPens available in Canada. The action will be going to a hearing. The claims against the Defendants have not been proven. If money or benefits are obtained at the conclusion of the class action, you will be notified about how to claim your share. There is no money available now and there is no guarantee that money will be eventually available. However, your rights are affected, and you must choose one of the following options.

<b>YOUR OPTIONS AT THIS TIME</b>	
<b>DO NOTHING</b>	<p><b>Remain a part of this class action and await the outcome of the case. Receive a share of the possible money and benefits, if they are awarded.</b></p> <p>By doing nothing, you have the possibility of getting money or other benefits that may come from a trial or settlement. But, in doing so, you give up any rights you might personally have to sue based on the same legal claims raised in this class action.</p>

<p><b>EXCLUDE YOURSELF ("OPT-OUT")</b></p>	<p><b>Opt-out from this action. Do not get any money or benefits, if any are awarded, but retain your right to pursue a personal action.</b></p> <p>If you opt-out from the class action and money or benefits are awarded, you won't obtain a share of that money or those benefits. If you want, you could sue on your own behalf based on the same issues that are raised in this class action.</p> <p>To opt-out, you must act before <b>February 10<sup>th</sup>, 2020</b></p>
--	---

Your options are explained in detail in this notice.

## WHAT THIS NOTICE CONTAINS

<b>1. BACKGROUND INFORMATION .....</b>	<b>1</b>
(A) What is this class action about? .....	1
(B) Why is this notice being issued? .....	1
(C) What is a class action? .....	1
(D) How do I know if I am a member of the class action? .....	2
(E) What is the Representative Plaintiff seeking in this action? .....	2
(F) Is money available to me now? .....	3
 <b>2. YOUR OPTIONS .....</b>	 <b>3</b>
<b>3. THE LAWYERS.....</b>	<b>4</b>
(A) Who represents me in this case? .....	4
(B) Can I hire my own lawyer to intervene in the class action? .....	4
(C) How will the lawyers be paid? .....	4
 <b>4. NEXT STEPS.....</b>	 <b>5</b>
(A) The Common Issues Trial .....	5
(B) The Common Questions .....	5
(C) Will I receive money after the common issues trial? .....	5
(D) How will I know what is happening?.....	6
 <b>5. FOR MORE INFORMATION .....</b>	 <b>6</b>
 <b>OPT-OUT FORM .....</b>	 <b>7</b>

## **1. BACKGROUND INFORMATION**

A judge of the Superior Court of Québec will be appointed to oversee this case, known as *Middleton v Mylan Specialty L.P.*, Court File No. 500-06-000909-180 in the District of Montreal.

The person who started this class action, Annie Middleton, is known as the Representative Plaintiff (as she is acting on behalf of herself and everyone else who is included in the class action).

The defendants are Mylan Specialty L.P. and Pfizer Canada Inc.

### **(A) What is this class action about?**

This class action is based on allegations that the Defendants were negligent in ensuring the availability of sufficient replacement EpiPen for lots 5GU763 or 5GR765 after the March 31, 2017 recall.

### **(B) Why is this notice being issued?**

This action has been “authorized” by a Superior Court of Quebec judge. If you meet the definition of the Class, you have certain legal rights and options that you should consider regarding the possibility of opting out of the class action before the Court decides whether the claims being made against the Defendants on your behalf are valid. This notice explains what you need to do to exercise your rights going forward. You may be excluded if you have exercised a personal action regarding this matter with the same cause of action but have not discontinued your action.

### **(C) What is a class action?**

In a class action, one or more people called “representative plaintiffs” launch a claim on behalf of themselves and others who have similar legal claims. Those with similar claims are referred to as the “Class” or “Group” or as “Class members”. The court attempts to resolve as many issues as possible in one “common issues” trial for all the Class members. (There may be some issues which remain to be decided on an individual basis after the conclusion of the common issues trial). Those who have similar claims and do not remove themselves from the Class are bound by the decisions of the court in this case.

To consult the central registry of class actions in Québec, visit:

<http://www.registredesactionscollectives.quebec/>

### **(D) How do I know if I am a member of the class action?**

You are included in this class action if you meet the definition of the Class as authorized by the court:

“All persons in Canada who, on or after March 31, 2017 possessed, for their potential individual use, an EpiPen auto-injector lot 5GU763 or lot 5GR765, and/or the legal guardian of those persons when minor or incapable, and who returned their auto-injector EpiPen as a result of the recall of March 31 and April 1, 2017 in return of a replacement.

If you are a member of the Class and have exercised an individual action having the same subject as the present class action, you will be deemed to have excluded yourself from this class action, unless you discontinue your individual action before the opt-out deadline, on **February 10<sup>th</sup>, 2020**.

### **(E) What is the Representative Plaintiff seeking in this action?**

The Representative Plaintiff seeks monetary compensation in the form of compensatory and moral damages, plus legal fees and applicable interest, in order to compensate class members for damages allegedly suffered as a result of absence of replacement EpiPen after the March 31, 2017 recall. The Defendants contest this class action.

More specifically, the conclusions authorized by the court are the following:

**GRANTS** the Application in part;

**AUTHORIZES** the Plaintiff to commence the following class action:

An action in damages against the Defendants Mylan Specialty L.P. and Pfizer Canada Inc.

**ASCRIBES** to Annie Middleton the status of representative for the purpose of exercising the class action on behalf the following group:

All persons in Canada who, on or after March 31, 2017 possessed, for their potential individual use, an EpiPen auto-injector lot 5GU763 or lot 5GR765, and/or the legal guardian of those persons when minor or incapable, and who returned their auto-injector EpiPen as a result of the recall of March 31 and April 1, 2017 in return of a replacement.

**IDENTIFIES** the principal questions of fact and law to be treated collectively as the following:

- a) Was there a shortage of EpiPen auto-injectors at the distribution outlets during the period surrounding the recall of March 31 and April 1, 2017?
- b) Did the Group Members encounter delays in obtaining a replacement of their EpiPen auto-injector?
- c) Were the Defendants at fault or negligent in providing EpiPen auto-injectors to the distributors during the period surrounding the recall?
- d) What damages have been suffered by the Group Members resulting from the delay in obtaining EpiPen auto-injectors replacement?

**IDENTIFIES** the conclusions sought as being:

**CONDEMNNS** the Defendants to pay damages to every Group Member in an amount to be determined by the Court, plus interest and the additional indemnity;

**ORDERS** the treatment of individual claims of each Group Member in accordance with Articles 599 to 601 C.C.P.;

**DECLARES** that all Members of the Group who have not requested their exclusion from the Group within the prescribed delay will be bound by any judgment to be rendered on the class action as provided by law;

**FIXES** the delay of exclusion at sixty (60) days from the date of the publication of the notice to the Members;

**POSTPONES** the approval of the notice to Members at a date to be determined by the Court;

**LEGAL COSTS TO FOLLOW.**

### **(F) Is money available to me now?**

No. The court has not yet decided whether any of the Defendants did anything wrong. The Defendants deny the allegations made against them in this class action. There is no guarantee that money or benefits will *ever* be available to you. If they become available, however, you will be notified and advised of how you can ask for a share of those benefits.

## **2. YOUR OPTIONS**

At this point, you must decide whether to stay in the Class or exclude yourself (opt-out) before the opt-out deadline.

**If you do nothing** and you meet the definition of the Class, you will automatically be included in the class action. You will be bound by any decision of the court, whether it be favourable to you and the Class or not. If benefits are awarded, you will need to take certain actions to claim your benefits. You will only have a right to the benefits if you meet the established criteria regarding the distribution of the benefits to individual Class members.

**If you wish to exclude yourself (opt-out)**, you must complete the Opt-Out Form available at (<https://www.merchantlaw.com/epipen-class>) no later than **February 10<sup>th</sup>, 2020**. You will not be bound by the decisions of the court in this class action or be eligible to participate in any settlement reached and you also will not receive a share of any money or benefits that may be recovered as a result of this class action. You will retain your right to bring an individual claim against the Defendants regarding the subject matter of this class action, if you so choose.

To opt-out, you must complete the Opt-Out Form included with this notice and send it via certified or registered mail to the following address:

Clerk of the Superior Court of Québec  
Palais de Justice de Montréal  
Dossier No. 500-06-000909-180  
1 rue Notre-Dame Est, Salle 1.120  
Montreal, QC H2Y 1B6

Your Opt-Out Form must be received on or before **February 10<sup>th</sup>, 2020**.

### **3. THE LAWYERS**

#### **(A) Who represents me in this case?**

The Representative Plaintiff is represented by Merchant Law Group LLP in this litigation. Merchant Law Group LLP therefore represents the Representative Plaintiff's interests and the interests of Class members, including yourself if you meet the definition of the Class.

#### **(B) Can I hire my own lawyer or intervene in the class action?**

If you want to be represented by another lawyer, you may hire one at your own expense. Your lawyer would need to obtain permission from the court to intervene in the class action, which will only be allowed by the court if it is deemed to be useful to the Class members. Note that a member intervening in the class action may be required to submit

to an examination on discovery or a medical examination, or both, at the request of the Defendants. A member who does not intervene in the class action cannot be required to submit to an examination on discovery or a medical examination without a decision rendered by the court. No class member other than the representative plaintiff or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.

### **(C) How will Class counsel be paid?**

You are not personally responsible for paying Class counsel fees. The Representative Plaintiff has entered into a contingency fee agreement whereby Class counsel will receive the greater of (i) 30% of the monetary recovery achieved for the Class as a whole or (ii) four times the values of ordinary fees of the lawyers involved, plus disbursements and applicable taxes. If no money is obtained, Class counsel will not receive any amount for money for their fees. Class counsel's fees and disbursements must be approved by the court.

If you hire your own lawyer, you are responsible for paying any fees or charges levied by your lawyer.

## **4. NEXT STEPS**

### **(A) The Common Issues Trial**

If the case is not preliminary dismissed by the court or settled, the Representative Plaintiff will have the burden of proving her claims and the claims of the Class members at trial. During the trial, the court will hear all the evidence and make a decision about whether the Plaintiff is successful in her action or if the action against the Defendants is dismissed.

### **(B) The Common Questions**

The trial will answer the following questions authorized by the court on behalf of all of the members of the Class:

- (a) Was there a shortage of EpiPen auto-injectors at the distribution outlets during the period surrounding the recalls of March 31 and April 1, 2017?
- (b) Did the Group Members encounter delays in obtaining a replacement of their EpiPen auto-injector?
- (c) Were the Defendants at fault or negligent in providing EpiPen auto-injectors to the distributors during the period surrounding the recall?

- (d) What damages have been suffered by the Group members resulting from the delay in obtaining EpiPen auto-injectors replacement?

**(C) Will I receive money after the common issues trial?**

There is no guarantee that the Representative Plaintiff will obtain financial compensation or benefits on behalf of the Class.

If the Representative Plaintiff obtains money or benefits as a result of a trial or settlement, you will be notified about how to ask for a share or what your other options are at that time.

**(D) How will I know what is happening?**

Lawyers for the Representative Plaintiff may occasionally transmit court-approved notices to Class members on the status of the action.

If you would like to receive these notices, please call Merchant Law Group LLP at (514) 248-7777 or visit <https://www.merchantlaw.com/epipen-class> to sign up for the notification list.

**5. FOR MORE INFORMATION**

To view related court documents and information, visit:

<https://www.merchantlaw.com/epipen-class>

You can get more information about this case and opting-out by contacting:

Merchant Law Group LLP  
10 rue Notre-Dame Est, Suite 200  
Montreal, Québec H2Y 1B7

Tel: (514) 248-7777 or toll-free 1-866-567-7777

Fax: (514) 842-6687

Erik Lowe (elowe@merchantlaw.com)

You can also visit the *Registry of class actions* available at  
<http://www.registredesactionscollectives.quebec>

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN APPROVED BY  
THE SUPERIOR COURT OF QUÉBEC.**

# OPT-OUT FORM

CANADA  
PROVINCE OF QUÉBEC  
DISTRICT OF MONTREAL

SUPERIOR COURT  
(CLASS ACTION)

No. 500-06-000909-180

ANNIE MIDDLETON  
Plaintiff

v.

MYLAN SPECIALTY L.P.  
PFIZER CANADA INC.

Defendants

Complete this opt-out form **only** if you are a member of the Class (as described in the Notice) **and** if you wish to be excluded or removed from participating in the class action *Annie Middleton v Mylan Specialty L.P. et al.*, Superior Court of Québec File No. 500-06-000909-180 (District of Montréal). This form must be received by the Clerk of the Superior Court of Québec on or before **February 10<sup>th</sup>, 2020** at the following address:

Clerk of the Superior Court of Québec  
Palais de Justice de Montréal  
Dossier No. 500-06-000909-180  
1 rue Notre-Dame Est, Salle 1.120  
Montreal, QC H2Y 1B6

---

**Your Name:** \_\_\_\_\_

**Your Mailing Address:** \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Telephone Number:** \_\_\_\_\_

**Email Address:** \_\_\_\_\_

*By signing below, I certify that I do not wish to participate in the Annie Middleton v Mylan Specialty L.P. et al. class action and I understand that, by opting out, I will not receive any part of the money or benefits that may be obtained on behalf of Class members by the Representative Plaintiff.*

**Signature**

**Date**

**WERE YOU IN POSSESSION OF AN EPIPEN AUTO-INJECTOR  
LOT NUMBERS 5GU763 OR 5GR765 THAT WAS SUBJECT TO A  
RECALL ON MARCH 31, 2017?**

**If so, a class action might affect your rights**

On July 9, 2019, the Superior Court of Québec authorized a class action against Mylan Specialty L.P. and PFIZER CANADA INC. (the "Defendants") on behalf of all persons in Canada who, on or after March 31, 2017 possessed, for their potential individual use an EpiPen auto-injector lot 5GU763 or lot 5GR765 and/or the legal guardian of those persons when minor or incapable and who returned their auto-injector EpiPen as a result of the recall of March 31 and April 1 2017 in return of a replacement (the "Class").

The Court has not yet decided whether the Defendants have done anything wrong, and the claims have not yet been proven. However, if you are part of the Class, your rights may be impacted. You may ask for a copy of the long version of this notice.

If you are part of the Class and wish to participate in the class action,  
**YOU DON'T HAVE TO DO ANYTHING.**

If you do not want to be part of the class action, you must **OPT OUT** before **■, 2019**

**FOR MORE INFORMATION**

ICI nous allons mettre le site  
internet de notre bureau

Merchant Law Group LLP  
10, rue Notre-Dame Est,  
bureau 200  
Montréal (Québec) H2Y 1B7

514 248-7777  
1 866 567-7777

Annie Middleton v Mylan Specialty L.P., No. 500-06-000909-180 (District of Montréal)  
This notice has been authorized by the Superior Court of Québec